

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES INTERMÉDIAIRES)

PUBLICIS GROUPE

Société anonyme au capital de 79 483 692 €.
Siège social : 133, avenue des Champs Elysées, 75008 Paris.
542 080 601R.C.S. Paris.

Comptes consolidés semestriels.

(Semestre clos le 30 juin 2007.)

I. — Compte de résultat consolidé.

(En millions d'euros)	Notes	30 juin 2007	30 juin 2006 (1)	2006
Revenu		2 248	2 122	4 386
Charges de personnel	3	-1 402	-1 304	-2 630
Autres charges opérationnelles		-454	-442	-936
Marge opérationnelle avant amortissements		392	376	820
Dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	4	-55	-53	-107
Marge opérationnelle		337	323	713
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	4	-15	-12	-22
Perte de valeur	4			-31
Autres produits et charges non courants	5	9	1	29
Résultat opérationnel		331	312	689
Coût de l'endettement financier net	6	-35	-23	-36
Autres charges et produits financiers	6	-3	-6	-14
Résultat avant impôt des entreprises consolidées		293	283	639
Impôt sur le résultat	7	-88	-88	-192
Résultat net des entreprises consolidées		205	195	447
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	10	6	17	22
Résultat net		211	212	469
Dont intérêts minoritaires		13	15	26
Dont part du Groupe		198	197	443
Données par action (1) (en euros) :	8			
Nombre d'actions		208 854 265	210 447 414	209 611 690
Bénéfice net par action		0,95	0,94	2,11
Nombre d'actions dilué		241 572 582	241 491 601	240 064 428
Bénéfice net par action – dilué		0,89	0,88	1,97

(1) Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2.

II. — Bilan consolidé.

(En millions d'euros.)

Actif	Notes	30 juin 2007	31 décembre 2006 (1)
Ecarts d'acquisition nets	9	3 515	2 840
Immobilisations incorporelles nettes		879	693
Immobilisations corporelles nettes		522	511
Impôts différés actifs		263	186
Titres mis en équivalence	10	51	44
Autres actifs financiers	11	117	118
Actifs non courants		5 347	4 392
Stocks et en-cours de production		548	430
Clients et comptes rattachés		4 579	4 550
Autres créances et actifs courants		475	413
Trésorerie et équivalents de trésorerie		1 166	1 920
Actifs courants		6 768	7 313
Total de l'actif		12 115	11 705

Passif	Notes	30 juin 2007	31 décembre 2006 (1)
Capital		80	79
Réserves consolidées, part du Groupe		2 133	2 001
Capitaux propres, part du Groupe	12	2 213	2 080
Intérêts minoritaires		29	27
Total capitaux propres		2 242	2 107
Dettes financières à plus d'un an	14	1 914	1 911
Impôts différés passifs		283	216
Provisions à long terme	13	446	509
Passifs non courants		2 643	2 636
Fournisseurs et comptes rattachés		5 285	5 270
Dettes financières à moins d'un an	14	193	203
Dettes d'impôts sur les sociétés		193	149
Provisions à court terme	13	120	116
Autres dettes et passifs courants		1 439	1 224
Passifs courants		7 230	6 962
Total du passif		12 115	11 705

(1) Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2.

III. — Tableau des flux de trésorerie consolidés.

(En millions d'euros)	30 juin 2007	30 juin 2006 (1)	2006 (1)
I. Flux de trésorerie liés à l'activité :			
Résultat net	211	212	469
Impôt sur le résultat	88	88	192
Coût de l'endettement financier net	35	23	36
Moins-values (plus-values) de cession d'actifs (avant impôt)	-9	-1	-27
Dotations aux amortissements et pertes de valeur sur immobilisations corporelles et incorporelles	70	65	160
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	14	7	16
Autres produits et charges calculés	4	5	11
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-6	-17	-22

Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	3	4	19
Impôt payé	-84	-119	-229
Intérêts financiers payés	-39	-41	-85
Intérêts financiers encaissés	28	30	74
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité (2)	-183	-252	-21
Flux net de trésorerie généré par l'activité	132	4	593
II. Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-35	-36	-81
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	9	1	32
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	6	-4	-3
Acquisitions de filiales	-842	-39	-58
Cessions de filiales	20	7	11
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-842	-71	-99
III. Flux de trésorerie liés aux opérations de financement :			
Augmentation de capital de Publicis Groupe SA	2		
Dividendes versés aux actionnaires de la société-mère			-66
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés consolidées	-12	-12	-23
Encaissements provenant de nouveaux emprunts		5	19
Remboursement des emprunts	-15	-50	-52
(Achats)/Ventes nets d'actions propres et Bons de souscription d'actions	-29	-211	-264
Encaissement provenant des opérations de couverture			36
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-54	-268	-350
IV. Incidence des variations de taux de change	-1	-33	-139
Variation de la trésorerie consolidée (I + II + III + IV)	-765	-368	5
Trésorerie et équivalents de trésorerie au 1er janvier	1 920	1 980	1 980
Soldes créditeurs de banques au 1er janvier	-30	-95	-95
Trésorerie à l'ouverture	1 890	1 885	1 885
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	1 166	1 612	1 920
Soldes créditeurs de banques à la clôture	-41	-95	-30
Trésorerie à la clôture	1 125	1 517	1 890
Variation de la trésorerie consolidée	-765	-368	5
(2) Détail de la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :			
Variation des stocks et en-cours de production	-96	-24	-46
Variation des créances clients et autres créances	-60	-387	-526
Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions	-27	159	551
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-183	-252	-21

(1) Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2 et reclassement des frais de restructuration payés dans la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

IV. — Tableau de variation des capitaux propres.

(En millions d'euros)	Nombre d'actions en circulation	Capital social	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
31 décembre 2005	184 069 246	79	2 584	-725	118	2 056	20	2 076
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres (1)					-70	-70	-1	-71
Résultat net du semestre (1)				197		197	15	212
Total des produits et charges du semestre				197	-70	127	14	141

Augmentation de capital de Publicis Groupe SA	2 500							
Dividendes				-66		-66	-12	-78
Rémunérations fondées sur des actions				7		7		7
Rachat de bons de souscription d'actions				-201		-201		-201
Intérêts complémentaires sur Oranes				-1		-1		-1
Effet des acquisitions et des engagements de rachat de minoritaires							-1	-1
Achats/ventes d'actions propres	-358 550			-12		-12		-12
30 juin 2006 (1)	183 713 196	79	2 584	-801	48	1 910	21	1 931

(En millions d'euros)	Nombre d'actions en circulation	Capital social	Réserves liées au capital	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
31 décembre 2006	183 603 878	79	2 631	-645	15	2 080	27	2 107
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres					-23	-23		-23
Résultat net du semestre				198		198	13	211
Total des produits et charges du semestre				198	-23	175	13	188
Augmentation de capital de Publicis Groupe SA	212 970	1	1			2		2
Dividendes				-92		-92	-12	-104
Rémunérations fondées sur des actions				14		14		14
Juste valeur des stock-options intégrées dans le coût d'acquisition de Digitas				64		64		64
Intérêts complémentaires sur Oranes				-1		-1		-1
Effet des acquisitions et des engagements de rachat de minoritaires							1	1
Achats/ventes d'actions propres	299 677			-29		-29		-29
30 juin 2007	184 116 525	80	2 632	-491	-8	2 213	29	2 242

(1) Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2.

Détail des gains et pertes de la période enregistrés directement en capitaux propres :

(En millions d'euros)	30 juin 2007	30 juin 2006 (1)
Réévaluation des titres disponibles à la vente	-3	-6
Couverture d'investissements nets		-2
Gains et pertes actuariels sur régimes à prestations définies	12	20
Réserve de conversion	-32	-82
Total des gains et (pertes) de la période enregistrés directement en capitaux propres	-23	-70

(1) Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2.

V. — Notes annexes aux états financiers consolidés.

1. Règles et méthodes comptables.

1.1. Principes et méthodes comptables. — Les comptes consolidés du groupe Publicis sont établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS applicables au 30 juin 2007 telles qu'approuvées par l'Union européenne. Il n'y a pas de divergences avec les normes publiées par l'IASB. Les comptes consolidés semestriels condensés sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Effet des normes et interprétations IFRS applicables à compter du 1er janvier 2007. — Les comptes intermédiaires suivent les mêmes règles et méthodes comptables que celles adoptées pour les comptes annuels établis au 31 décembre 2006, à l'exception des amendements des normes IFRS et interprétations suivantes, d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2007 :

— IFRIC 7 sur les modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29 lorsqu'une entité doit appliquer IAS 29 pour la première fois au cours d'une période (pas d'hyperinflation au cours de la période précédente) ;

— IFRIC 8 qui confirme l'application d'IFRS 2 aux transactions par lesquelles des actionnaires d'une entité ont contracté l'obligation de transférer de la trésorerie ou d'autres actifs pour des montants fondés sur le prix ou la valeur de l'action ou d'autres instruments de capitaux propres de l'entité ;

— IFRIC 9 sur l'identification des dérivés incorporés ;

— IFRIC 10 qui précise que les pertes de valeur comptabilisées lors des arrêts intermédiaires ne doivent pas être reprises lors d'arrêts ultérieurs.

Les informations complémentaires requises par les normes IFRS 7 (Instruments financiers : information à fournir) et IAS 1 révisée (présentation des états financiers) seront présentées pour la première fois dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2007.

Les comptes consolidés semestriels condensés au 30 juin 2007 ainsi que les notes y afférentes ont été arrêtés par le directoire en date du 20 juillet 2007 et examinés par le conseil de surveillance du 24 juillet 2007.

1.2. Retraitement des périodes antérieures. — a. Classement des coûts de revient des espaces publicitaires livrés mais non encore facturés
Le classement des coûts de revient des espaces publicitaires livrés mais non encore facturés a été précisé et harmonisé dans le Groupe au cours du premier semestre 2007 : ces coûts sont présentés en « Clients et comptes rattachés » par contrepartie des « dettes fournisseurs et comptes rattachés ».

Les impacts de cette harmonisation pour un certain nombre de filiales sont les suivants sur le bilan consolidé au 31 décembre 2006 :

(En millions d'euros)	Bilan au 31 décembre 2006 publié	Reclassements	Bilan au 31 décembre 2006 après reclassements
Stocks et en-cours de production	688	-258	430
Clients et comptes rattachés	4 214	336	4 550
Fournisseurs et comptes rattachés	5 192	78	5 270

L'impact des retraitements sur la variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité au 31 décembre 2006 et au 30 juin 2006 se décline comme suit :

(En millions d'euros)	31 décembre 2006 publié (1)	Reclassements	31 décembre 2006 après reclassements
Variation des stocks et en-cours de production	-152	106	-46
Variation des créances clients et autres créances	-338	-188	-526
Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions	469	82	551
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-21		-21

(En millions d'euros)	30 juin 2006 publié (1)	Reclassements	30 juin 2006 après reclassements
Variation des stocks et en-cours de production	-21	-3	-24
Variation des créances clients et autres créances	-390	3	-387
Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions	159		159
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-252		-252

(1) Après reclassement des frais de restructuration payés en « Variations des dettes fournisseurs, autres dettes et provisions ».

b. Traitement des gains et pertes actuariels sur engagements de retraite. — Au 31 décembre 2006, Publicis a choisi d'appliquer l'option offerte par IAS 19 selon laquelle les gains et pertes actuariels sur engagements de retraite générés durant la période sont enregistrés directement en capitaux propres. Afin de tenir compte des impacts de ce changement de méthode, les comptes publiés au 30 juin 2006 ont été modifiés, comme suit :

— diminution des charges financières (« Autres charges et produits financiers ») de 3 M€ et augmentation de la charge d'impôt sur le résultat de 1 M€, soit une augmentation de 2 M€ du résultat net. Le résultat net-part du Groupe ainsi retraité s'élève à 197 M€ ;

— diminution des pertes de la période enregistrées directement en capitaux propres pour 20 M€. Les capitaux propres consolidés – part du Groupe ainsi retraités s'élèvent à 1 910 M€.

2. Variations du périmètre de consolidation.

2.1. Acquisitions de la période. — Au cours du mois de décembre 2006, Publicis Groupe a lancé une offre publique d'achat amicale sur Digitas Inc. (USA), leader dans le domaine des services marketing et de communication digitale et interactive. En conséquence de cette offre, qui a expiré le 29 janvier 2007, le Groupe s'est porté acquéreur, au travers d'une de ses filiales américaines, de plus de 90% du capital de Digitas.

Cette opération a été suivie d'une fusion à l'issue de laquelle MMS USA Holdings détient désormais 100% de Digitas. Le financement de cette acquisition s'est fait par utilisation de la trésorerie disponible des filiales américaines du Groupe.

La date de première consolidation de Digitas a été fixée au 25 janvier 2007, date de la prise de contrôle.

L'allocation préliminaire du prix d'acquisition se présente comme suit (en millions d'euros) :

Prix d'acquisition des titres Digitas	947
Coûts liés à la transaction	8
Juste valeur des stock-options, nette d'impôt	39
Coût d'acquisition (A)	994
Actifs non courants (1)	42
Actifs courants	293
Total de l'actif (B)	335
Passifs non courants	-36
Passifs courants	-214

Total du passif (C)	-250
Situation nette acquise avant ajustements de juste valeur (1) (D =B+C)	85
Actifs incorporels	218
Ajustement des en-cours à la juste valeur	10
Provisions sur engagements immobiliers	-12
Provisions pour risques fiscaux	-2
Ajustement des loyers différés	8
Autres ajustements	-3
Impact fiscal des ajustements ci-dessus	-83
Reconnaissance d'impôts différés sur pertes fiscales reportables non reconnus par Digitas	38
Reconnaissance d'impôts différés sur différences temporelles non reconnus par Digitas	17
Total des ajustements de juste valeur (E)	191
Situation nette acquise après ajustements de juste valeur (F =D+E)	276
Ecart d'acquisition (G=A-F)	718

(1) A l'exclusion des écarts d'acquisition et des actifs incorporels liés aux acquisitions réalisées par Digitas.

L'écart d'acquisition traduit les perspectives de développement du Groupe dans le domaine de la communication interactive offertes par le rapprochement avec un acteur majeur de ce secteur. Il inclut notamment les synergies liées au regroupement d'entreprises ainsi que le savoir-faire développé par le personnel de Digitas.

Le revenu et le résultat net de Digitas pour la période entre le 25 janvier et le 30 juin 2007 s'élèvent à respectivement 147 millions et 7 M€.

Si l'acquisition avait été réalisée au 1er janvier 2007, le revenu et le résultat net-part du Groupe combinés (Publicis et Digitas) du premier semestre représenteraient respectivement 2 269 et 198 M€.

Les autres acquisitions de la période prises dans leur ensemble représentent 0,1% du revenu consolidé et une contribution positive de 0,5% du résultat net consolidé (part du Groupe).

2.2. Cessions de la période. — Aucune cession significative n'est intervenue au cours de la période.

La contribution des sociétés cédées au revenu et au résultat net (part du Groupe) consolidés de la période s'élève à respectivement 0,2% et 0,3%.

3. Charges de personnel et effectifs. — Les charges de personnel incluent les salaires, appointements, commissions, primes, bonus, intéressements, congés payés ainsi que les charges liées aux plans d'options de souscription ou d'achat d'actions et les charges liées aux retraites (hors effet net de désactualisation présenté en « Autres charges et produits financiers »).

(En millions d'euros)	30 juin 2007	30 juin 2006
Rémunérations	1 110	1 037
Charges sociales	182	174
Avantages postérieurs à l'emploi	36	38
Charges de stock-options	14	7
Intérimaires et « free-lance »	60	48
Total	1 402	1 304

Évolution et répartition des effectifs. — Par zone géographique :

	30 juin 2007	30 juin 2006
Europe	15 589	15 320
Amérique du Nord	14 009	12 026
Reste du monde	13 033	12 477
Total	42 631	39 823

4. Dotations aux amortissements et perte de valeur :

(En millions d'euros)	30 juin 2007	30 juin 2006
Amortissement des autres immobilisations incorporelles (hors incorporels liés aux acquisitions)	-8	-8
Amortissement des immobilisations corporelles	-47	-45

Dotation aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	-55	-53
Dotation aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	-15	-12
Perte de valeur sur incorporels liés aux acquisitions		
Perte de valeur sur écarts d'acquisition		
Perte de valeur sur immobilisations corporelles		
Perte de valeur		
Total des dotations aux amortissements et perte de valeur	-70	-65

5. Autres produits et charges non courants. — Ce poste regroupe les produits et charges inhabituels. Sont notamment incluses sous cette rubrique les plus ou moins-values de cession d'actif.

(En millions d'euros)	30 juin 2007	30 juin 2006
Plus-values (moins-values) sur cessions d'actifs	9	1
Autres produits et charges non courants		
Autres produits et charges non courants	9	1

6. Charges et produits financiers :

(En millions d'euros)	30 juin 2007	30 juin 2006 (1)
Charges d'intérêts sur emprunts et découverts bancaires	-59	-53
Charges d'intérêts sur contrats de location financement	-5	-5
Produits financiers	29	35
Coût de l'endettement financier net	-35	-23
Pertes et gains de change	-2	9
Variation de la juste valeur des dérivés	1	-10
Coût financier lié à l'actualisation des provisions immobilières à long terme (au taux de 5%)	-2	-3
Coût financier net, lié à l'actualisation des provisions pour retraites	-2	-2
Dividendes reçus hors groupe	2	
Autres charges et produits financiers	-3	-6
Total (charges) et produits financiers nets	-38	-29

(1) Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2.

7. Impôt sur le résultat. — La charge d'impôt sur le résultat au titre de période intermédiaire au 30 juin 2007 est calculée en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux effectif moyen estimé pour l'exercice complet. Sur cette base, le taux effectif d'impôt s'établit à 30% au 1er semestre 2007 contre 31,1% au 1er semestre 2006.

8. Bénéfice par action :

Bénéfice par action (de base et dilué)	30 juin 2007	30 juin 2006 (1)
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA (en millions d'euros) :		
Résultat net part du Groupe (a)	198	197
Impact des instruments dilutifs :		
Economies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dettes, nettes d'impôt	16	16
Résultat net part du Groupe – dilué (b)	214	213
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA :		
Nombre d'actions moyen en circulation (après déduction des actions propres)	183 860 201	183 891 221
Actions à remettre en remboursement des Oranes	24 994 064	26 556 193
Nombre d'actions moyen d'actions retenu pour le calcul (c)	208 854 265	210 447 414
Impact des instruments dilutifs (2) :		
Effet des levées de stock-options dilutives	3 478 916	2 043 274

Effet de l'exercice des BSA (Bons de Souscription d'Actions)	582 654	344 166
Actions résultant de la conversion des emprunts convertibles	28 656 747	28 656 747
Nombre d'actions dilué (d)	241 572 582	241 491 601
(En euros) :		
Bénéfice net par action (a/c)	0,95	0,94
Bénéfice net par action – dilué (b/d)	0,89	0,88

(1) Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2.

(2) Seuls les Bons de Souscription d'Actions, les stock-options et les emprunts convertibles ayant un effet dilutif sont pris en considération. Au 30 juin, tous ces instruments ont un effet dilutif, à l'exception des stock-options dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen de la période.

Bénéfice courant par action (de base et dilué)	30 juin 2007	30 juin 2006 (1)
Bénéfice net retenu pour le calcul du BNPA courant (2) (en millions d'euros) :		
Résultat net part du Groupe	198	197
Eléments exclus :		
Amortissement des incorporels liés aux acquisitions, net d'impôt	9	7
Perte de valeur, nette d'impôt		
Résultat net courant part du Groupe €	207	204
Impact des instruments dilutifs :		
Economies de frais financiers liés à la conversion des instruments de dette, nettes d'impôt	16	16
Résultat net courant part du Groupe – dilué (f)	223	220
Nombre d'actions retenu pour le calcul du BNPA :		
Nombre d'actions moyen en circulation (après déduction des actions propres)	183 860 201	183 891 221
Actions en remettre en remboursement des Oranes	24 994 064	26 556 193
Nombre d'actions moyen d'actions retenu pour le calcul (c)	208 854 265	210 447 414
Impact des instruments dilutifs :		
Effet des levées de stock-options dilutives	3 478 916	2 043 274
Effet de l'exercice des BSA (Bons de Souscription d'Actions)	582 654	344 166
Actions résultant de la conversion des emprunts convertibles	28 656 747	28 656 747
Nombre d'actions dilué (d)	241 572 582	241 491 601
(En euros) :		
BNPA courant (2) (e/c)	0,99	0,97
BNPA courant – dilué (2) (f/d)	0,92	0,91

(1) Après impact des retraitements détaillés dans la Note 1.2.

(2) BNPA avant amortissement des incorporels liés aux acquisitions et perte de valeur.

Aucune opération significative sur les actions ordinaires ou les actions ordinaires potentielles n'est intervenue au cours du premier semestre.

9. Ecarts d'acquisition. — Variation des écarts d'acquisition :

(En millions d'euros)	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
1er janvier 2006	3 006	-123	2 883
Acquisitions / Perte de valeur	110	-30	80
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachat de minoritaires (2)	39		39
Cessions et sorties d'actif	-13	13	
Change et divers	-169	7	-162
31 décembre 2006	2 973	-133	2 840
Acquisitions (1)	744		744

Perte de valeur			
Variations liées à la comptabilisation des engagements de rachat de minoritaires (2)	2		2
Cessions et sorties d'actif	-31	18	-13
Change et divers	-57	-1	-58
30 juin 2007	3 631	-116	3 515

(1) Dont 718 M€ liés à l'acquisition de Digitas (Voir Note 2).

(2) Dans l'attente d'une interprétation de l'IFRIC ou d'une norme IFRS spécifique, les engagements de rachat de minoritaires sont comptabilisés en dettes financières avec pour contrepartie les intérêts minoritaires, le solde étant comptabilisé en écart d'acquisition. Tout mouvement ultérieur des intérêts minoritaires ainsi que toute réévaluation de l'engagement modifie l'écart d'acquisition.

Au 30 juin 2007, la valeur brute de l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition de Digitas est de 691 M€, compte tenu des effets de change depuis l'acquisition. A cette date, la valeur brute de l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition de Bcom3 s'établit à 1 727 M€. La perte de valeur constatée sur cet écart d'acquisition s'élève à 16 millions. Elle correspond au montant des pertes fiscales reportables de Bcom3 utilisées depuis 2004.

10. Participations dans des entreprises associées. — Les titres mis en équivalence s'élèvent à 51 M€ au 30 juin 2007 (contre 44 M€ au 31 décembre 2006).

La variation du poste au cours du premier semestre 2007 a été la suivante :

(En millions d'euros)	Valeur au bilan
Montant au 1er janvier 2007	44
Entrées de périmètre	7
Sorties de périmètre	
Quote-part de résultat	6
Dividendes versés	-3
Effet de change et autres	-3
Montant au 30 juin 2007	51

Les principales sociétés mises en équivalence sont Bartle Bogle Hegarty (BBH), Bromley Communications et International Sports and Entertainment (iSe). Les valeurs au bilan de BBH, Bromley Communications et iSe s'élèvent respectivement à 17 M€, 8 millions et 8 M€. iSe, société créée en 2003 conjointement entre Publicis (45%) et Dentsu (45%), a géré le programme « Hospitality and Prestige Ticketing » de la coupe du monde de football 2006. Cette société est actuellement en cours de liquidation.

11. Autres actifs financiers. — Les autres actifs financiers comprennent essentiellement les investissements classés dans la catégorie « disponibles à la vente ».

La partie à moins d'un an des autres actifs financiers non courants a été classée en actifs courants.

(En millions d'euros)	30 juin 2007	31 décembre 2006
Actifs financiers disponibles à la vente :		
Titres IPG (1,23% du capital)	45	49
Autres	7	8
Créances rattachées à des participations	2	5
Autres actifs financiers non courants	89	82
Valeur brute	143	144
Provisions	-26	-26
Valeur nette	117	118

12. Capitaux propres, part du Groupe. — Le tableau de variation des capitaux propres est présenté au début de ce document avec les autres états financiers consolidés.

Capital social de la société-mère. — Le capital social de Publicis Groupe SA. a été augmenté de 85 188 € au cours du premier semestre de l'exercice 2007, correspondant à 212 970 actions de 0,40 € nominal émises au titre des levées d'options de souscription d'actions. Le capital social s'élève au 30 juin 2007 à 79 568 880 €, divisé en 198 922 199 actions de 0,40 € nominal.

Neutralisation des actions propres existantes au 30 juin 2007. — Les actions propres détenues en portefeuille à la clôture, y compris celles détenues dans le cadre du contrat de liquidité sont portées en déduction des capitaux propres.

Le portefeuille d'actions auto-détenues a évolué comme suit au cours du 1er semestre 2007 :

(En millions d'euros (sauf les actions))	Nombre d'actions	Valeur brute
Actions propres détenues au 31 décembre 2006	15 105 351	387

Acquisitions	1 796 490	60
Cessions (levées d'options de souscription d'actions)	-2 552 167	-66
Mouvements réalisés dans le cadre du contrat de liquidité	456 000	15
Actions propres détenues au 30 juin 2007 (1)	14 805 674	396

(1) Dont 456 000 actions détenues au titre du contrat de liquidité pour un montant de 15 M€.

Dividendes. — Publicis Groupe SA a procédé au versement de 92 M€ de dividendes début juillet 2007. Ce versement n'est assorti d'aucun impact fiscal.

13. Provisions :

(En millions d'euros)	Restructuration	Engagements immobiliers	Sous-total	Engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi	Litiges	Autres	Total
1er janvier 2006	34	182	216	286	48	152	702
Dotations	11	10	21	27	4	47	99
Utilisations	-9	-21	-30	-30	-6	-31	-97
Autres reprises		-5	-5				-5
Variations de périmètre				-5		1	-4
Pertes (gains) actuariels				-5			-5
Change et divers	-12	-30	-42	-17	-10	4	-65
31 décembre 2006	24	136	160	256	36	173	625
Dotations	2		2	9	4	6	21
Utilisations	-7	-9	-16	-18	-1	-7	-42
Autres reprises		-5	-5				-5
Variations de périmètre	3	20	23	4	1	3	31
Pertes (gains) actuariels				-17			-17
Change et divers	-1	-10	-11	-3	-1	-32	-47
30 juin 2007	21	132	153	231	39	143	566
Dont à court terme	14	24	38	34	24	24	120
Dont à long terme	7	108	115	197	15	119	446

14. Emprunts et dettes financières :

(En millions d'euros)	Nombre de titres au 30 juin 2007	30 juin 2007	31 décembre 2006
Emprunts obligataires (hors intérêts courus) émis par Publicis Groupe SA :			
Eurobond 4,125% - janvier 2012 (Taux d'intérêt effectif 4,30%)	750 000	727	742
OCEANE 2,75% - janvier 2018 (Taux d'intérêt effectif 7,37%)	5 484 334	236	234
OCEANE 0,75% - juillet 2008 (Taux d'intérêt effectif 6,61%)	23 172 413	633	615
ORANes 0,82% révisable - septembre 2022 (Taux d'intérêt effectif 8,50%)	1 562 129	31	33
Emprunt obligataire 2% échangeable en titres IPG – janvier 2007			7
Autres emprunts et dettes :			
Intérêts courus		21	16
Autres emprunts et lignes de crédit		30	38
Soldes créditeurs de banques		41	30
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location-financement		81	83
Dettes sur acquisitions de titres de participation		133	140
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires		174	176
Total des emprunts et dettes financières		2 107	2 114
Dont à court terme		193	203
Dont à long terme		1 914	1 911

Les engagements de rachat de minoritaires ainsi que les clauses de complément de prix sont recensés de manière centralisée et estimés à la clôture d'après les clauses contractuelles et les dernières données disponibles ainsi que les projections des données concernées sur la période. L'évolution des dettes sur engagements de rachat de minoritaires est présentée ci-après :

(En millions d'euros)	Dettes sur engagements de rachat de minoritaires
Au 31 décembre 2006	176
Dettes contractées durant l'exercice	7
Rachats exercés	-6
Réévaluation de la dette et change	-3
Au 30 juin 2007	174

Analyse par échéance de remboursement :

(En millions d'euros)	30 juin 2007				31 décembre 2006			
	Total	Echéance			Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Emprunts obligataires et autres dettes bancaires	1 719	90	1 377	252	1 715	87	634	994
Dettes liées à l'immobilisation des contrats de location - financement	81	2		79	83			83
Dettes sur acquisitions de titres de participation	133	46	86	1	140	59	71	10
Dettes sur engagements de rachat de minoritaires	174	55	92	27	176	57	94	25
Total	2 107	193	1 555	359	2 114	203	799	1 112

Analyse par devise :

(En millions d'euros)	30 juin 2007	31 décembre 2006
Euros	1 030	1 024
Dollars américains	909	913
Autres devises	168	177
Total	2 107	2 114

Afin de couvrir ses actifs nets en dollars américains et ainsi réduire significativement la sensibilité des fonds propres du Groupe aux variations futures de taux de change entre l'euro et le dollar américain, le Groupe a procédé au swap de son émission obligataire Eurobond de 750 M€ effectuée en janvier 2005 en un montant de 977 millions de dollars américains. En conséquence, l'emprunt Eurobond a été considéré comme étant en dollars américains.

Analyse par catégorie de taux. — La dette financière est constituée d'emprunts à taux fixe (55% de la dette brute hors dettes sur acquisitions de titres de participation et sur engagements de rachat de minoritaires au 30 juin 2007) dont le taux moyen pour le semestre est de 6,1% (ce taux tient compte du complément d'intérêts lié à la séparation des emprunts obligataires à option de conversion OCEANES et ORANES entre une partie dettes et une partie capitaux propres). La partie de la dette à taux variable (45% de la dette au 30 juin 2007) fait ressortir un taux moyen pour le semestre de 6,1%.

Exposition au risque de liquidité. — Pour faire face au risque de liquidité, Publicis dispose d'une part de disponibilités conséquentes (trésorerie et équivalents de trésorerie pour un total au 30 juin 2007 de 1 166 M€) et d'autre part de lignes de crédit non utilisées (qui s'élèvent à 1 544 M€ au 30 juin 2007). La composante principale de ses lignes est un crédit syndiqué multi-devises de 1 035 M€, à échéance 2009, mis en place en décembre 2004 et non utilisé au 30 juin 2007. Il est prévu que cette ligne de crédit soit amendée le 24 juillet 2007 pour allonger la maturité à juillet 2012 avec une option d'extension jusqu'à juillet 2014 après accord des banques et parallèlement porter le montant à 1500 M€.

Il n'y a pas, au 30 juin 2007 ni à la date d'arrêt des comptes semestriels, d'autres lignes de crédit en cours de négociation. Ces sommes disponibles ou mobilisables quasiment immédiatement permettent très largement de faire face à la partie à moins d'un an de la dette financière du Groupe (y compris les engagements de rachats de minoritaires, inclus dans la dette financière du Groupe).

Les emprunts obligataires émis par le Groupe, qui composent l'essentiel de la dette si l'on exclut les découverts bancaires, ne comportent pas de « covenants ». Les clauses d'exigibilité anticipée (« crédit default events ») sont de type standard (liquidation, cessation des paiements, défaut de paiement de la dette elle-même ou de remboursement d'une autre dette d'un montant supérieur à un seuil défini) et sont applicables généralement au-delà d'un seuil de 25 M€. Les seules options de remboursement anticipé par les porteurs sont relatives à l'Océane 2018 et exerçables successivement en janvier 2010 et 2014.

La société n'a pas mis en place de dérivés de crédit à ce jour.

15. Engagements hors bilan :

— Contrats de location simple :

(En millions d'euros)	30 juin 2007				31 décembre 2006			
	Total	Echéance			Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés :								
Contrats de location simple (1)	1 388	197	683	508	1 325	198	678	449
Engagements reçus :								
Contrats de sous-locations immobilières (1)	48	13	31	4	73	18	45	10

(1) Les charges de location (nettes des revenus des sous-locations) se sont élevées à 94 M€ au cours du premier semestre 2007 (contre 92 M€ au cours du premier semestre 2006).

Contrats de location - financement. — Le rapprochement entre les paiements futurs minimaux au titre des contrats de location financement et la valeur actualisée des paiements minimaux nets au titre des locations se présente de la façon suivante :

(En millions d'euros)	30 juin 2007				31 décembre 2006			
	Total	Echéance			Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Paiements minimaux	268	10	34	224	280	8	35	237
Effets de l'actualisation	-187	-8	-34	-145	-197	-8	-35	-154
Valeur actualisée des paiements minimaux	81	2		79	83			83

Autres engagements :

(En millions d'euros)	30 juin 2007				31 décembre 2006			
	Total	Echéance			Total	Echéance		
		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans		- 1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans
Engagements donnés								
Engagements de cessions de titres de participation détenus	8	8			8	8		
Cautions et garanties (1)	192	77	40	75	180	53	44	83
Autres engagements (2)	59	18	41		46	24	22	
Total	259	103	81	75	234	85	66	83
Engagements reçus								
Lignes de crédit non utilisées (3)	1 544	509	1 035		1 546	511	1 035	
Ligne de crédit dédiée à l'acquisition de Digitas (4)					759	759		
Autres engagements					2	1	1	
Total	1 544	509	1 035		2 307	1 271	1 036	

(1) Au 30 juin 2007, les cautions et garanties comprennent une garantie de paiement des taxes immobilières et des charges relatives à l'immeuble de Leo Burnett à Chicago, pour un montant total de 124 M€ étalés jusqu'en 2019. Elles comprennent également environ 46 M€ de garanties sur opérations d'achat d'espaces.

(2) Il s'agit, à hauteur de 46 M€, de redevances minimum garanties dans le cadre de contrats d'exploitation d'espaces publicitaires.

(3) Il est prévu que la ligne de crédit syndiqué multi-devises de 1 035 M€ à échéance 2009 soit amendée le 24 juillet 2007 pour allonger la maturité à juillet 2012 avec une option d'extension jusqu'à juillet 2014 après accord des banques et parallèlement porter le montant à 1 500 M€.

(4) Cette ligne de crédit s'élevait à 1 milliard de dollars au 31 décembre 2006. Le Groupe a finalement renoncé officiellement à utiliser cette ligne de crédit fin janvier 2007, la trésorerie disponible et les lignes de crédit s'avérant suffisantes pour financer l'acquisition.

Obligations liées aux emprunts, aux ORANES et aux bons de souscription d'actions. — Ce sont les mêmes que celles existant au 31 décembre 2006.

16. Instruments financiers.

Juste valeur. — Le tableau ci-dessous présente une comparaison par catégorie des valeurs comptables et de la juste valeur de tous les instruments financiers du Groupe au 30 juin 2007, hors créances et dettes liées à l'exploitation.

Les actifs financiers classés dans les catégories « détenus à des fins de transaction » ou « disponibles à la vente » sont déjà évalués à la juste valeur dans les comptes.

Les dettes financières sont évaluées dans les comptes au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

(En millions d'euros)	30 juin 2007		31 décembre 2006	
	Valeur nette comptable	Juste valeur	Valeur nette comptable	Juste valeur
Actifs financiers :				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 166	1 166	1 920	1 920
Actifs financiers disponibles à la vente (IPG et autres)	49	49	54	54
Autres actifs financiers	68	68	64	64
Dérivés actifs	2	2	9	9
Passifs financiers :				
Emprunts obligataires avec option de conversion - (OCEANes, partie dette)	869	845	849	852
ORANes (partie dette)	31	42	33	43
Eurobond	727	744	742	776
Dettes liées à des contrats de location-financement	81	140	83	150
Engagements de rachat de minoritaires et compléments de prix sur acquisitions de titres de participations	307	307	316	316
Autres emprunts	92	92	91	91
Dérivés passifs	26	26	36	36

La juste valeur de l'Eurobond et des emprunts obligataires avec option de conversion et des ORANes pour la partie dettes a été calculée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêt du marché.

17. Information sectorielle.

Information par zone géographique. — Les informations sont déterminées sur la base de la localisation des agences.

— Juin 2007 :

(En millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Reste du monde	Total
Informations concernant le compte de résultat :				
Revenu (1)	846	1 008	394	2 248
Dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	-21	-26	-8	-55
Marge opérationnelle	104	185	48	337
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	-4	-10	-1	-15
Perte de valeur				
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	3	3		6
Informations concernant le bilan :				
Ecarts d'acquisitions et immobilisations incorporelles nets	1 225	2 617	552	4 394
Immobilisations corporelles nettes	286	189	47	522
Impôts différés actifs	32	214	17	263
Titres mis en équivalence	27	22	2	51
Autres actifs financiers	28	72	17	117
Actifs (passifs) courants (2)	-161	-1 138	-136	-1 435
Impôts différés passifs	-138	-143	-2	-283
Provisions à long terme	-184	-237	-25	-446
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie :				

Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-13	-16	-6	-35
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	5		1	6
Acquisitions de filiales	-17	-817	-8	-842
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	5	8	1	14
Autres produits et charges calculés	1	3		4

— Exercice 2006 :

(En millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Reste du monde	Total
Informations concernant le compte de résultat :				
Revenu (1)	1 747	1 842	797	4 386
Dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	-43	-46	-18	-107
Marge opérationnelle	277	332	104	713
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	-6	-15	-1	-22
Perte de valeur	-16	-14	-1	-31
Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	20	2		22
Informations concernant le bilan :				
Ecarts d'acquisitions et immobilisations incorporelles nets	1 176	1 805	552	3 533
Immobilisations corporelles nettes	292	169	50	511
Impôts différés actifs	42	125	19	186
Titres mis en équivalence	27	15	2	44
Autres actifs financiers	30	72	16	118
Actifs (passifs) courants (2)	-95	-1 139	-132	-1 366
Impôts différés passifs	-147	-68	-1	-216
Provisions à long terme	-197	-284	-28	-509
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie :				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-38	-27	-16	-81
Acquisitions nettes d'immobilisations financières	7	-7	-3	-3
Acquisitions de filiales	-31	-2	-25	-58
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	6	7	3	16
Autres produits et charges calculés	3	8		11

— Juin 2006 :

(En millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Reste du monde	Total
Informations concernant le compte de résultat :				
Revenu (1)	820	922	380	2 122
Dotations aux amortissements (hors incorporels liés aux acquisitions)	-21	-24	-8	-53
Marge opérationnelle	107	170	46	323
Dotations aux amortissements des incorporels liés aux acquisitions	-4	-7	-1	-12
Perte de valeur				

Quote-part dans les résultats des mises en équivalence	16	1		17
Informations concernant le tableau des flux de trésorerie :				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-20	-9	-7	-36
Acquisitions nettes d'immobilisations financières		-4		-4
Acquisitions de filiales	-24	-1	-14	-39
Charges calculées liées aux stock-options et assimilés	3	3	1	7
Autres produits et charges calculés	4	4		8

(1) Compte tenu du mode de détermination de cet indicateur (différence entre les ventes et les achats externes liés aux ventes) il n'y a pas d'éliminations entre les différentes zones.

(2) Les actifs (passifs) courants sont composés des postes de bilan suivants : stocks et en-cours de production, clients et comptes rattachés, autres créances et actifs courants, fournisseurs et comptes rattachés, dettes d'impôts sur les sociétés, provisions à court terme et autres dettes et passifs courants.

Informations par secteur d'activité. — Après analyse détaillée des risques et des rentabilités par secteur d'activité selon la norme IAS 14 Information sectorielle, le Groupe considère opérer dans un seul segment d'activité.

L'organisation opérationnelle du Groupe ne coïncide pas avec un regroupement cohérent des sociétés, par métier ou activité homogène. Cette organisation qui se développe depuis plusieurs années est conçue pour assurer aux clients du Groupe une prestation de communication globale et holistique imbriquant toutes les disciplines.

Une présentation segmentée par métier ou activité homogène ne correspond pas à l'organisation actuelle du Groupe.

18. Plans d'options de souscription et d'acquisition d'actions de Publicis Groupe SA.

Description des plans existants. — Les plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions sont les mêmes que ceux existants au 31 décembre 2006, à l'exception des plans Digitas convertis en actions Publicis consécutivement à la fusion et dont les caractéristiques sont exposées ci-après.

1. Plans d'options Publicis à l'origine. — Caractéristiques des plans de stock-options Publicis en cours au 30 juin 2007 :

Actions de 0,40 euro nominal	Type d'option	Date d'attribution	Prix d'exercice des options (€)	Nombre options à lever au 30/06/07	Dont exerçables au 30/06/07	Date limite de levée	Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
8e tranche	Souscription	11/03/1998	8,66	27 000	27 000	2008	0,69
9e tranche	Souscription	04/11/1998	10,24	62 500	62 500	2008	1,34
10e tranche	Acquisition	07/09/2000	43,55	100 000	100 000	2010	3,18
11e tranche	Acquisition	23/04/2001	33,18	367 000	367 000	2011	3,81
13e tranche	Acquisition	18/01/2002	29,79	93 400	93 400	2012	4,55
14e tranche	Acquisition	10/06/2002	32,43	5 000	5 000	2012	4,94
15e tranche	Acquisition	08/07/2002	29,79	220 000	220 000	2012	5,02
16e tranche	Acquisition	28/08/2003	24,82	496 067		2013	6,15
17e tranche	Acquisition	28/08/2003	24,82	4 450 404	4 450 404	2013	6,15
18e tranche	Acquisition	28/09/2004	24,82	11 000		2014	7,24
19e tranche	Acquisition	28/09/2004	24,82	1 381 166	1 381 166	2014	7,24
20e tranche	Acquisition	24/05/2005	24,76	549 838	549 838	2015	7,89
21e tranche	Acquisition	21/08/2006	29,27	100 000		2016	9,14
22e tranche (1)	Acquisition	21/08/2006	29,27	9 993 050		2016	9,14
Total des tranches				17 856 425	7 256 308		
Prix moyen d'exercice (€)				27,62	25,53		

(1) Options conditionnelles dont la levée est liée à la réalisation d'objectifs dans le cadre d'un plan à trois ans (LTIP 2006-2008).

Mouvements du premier semestre 2007 sur plans de stock-options Publicis :

Actions de 0,40 euros nominal	Prix d'exercice des options (€)	Nombre d'options restant à lever au 31/12/06	Options attribuées au 1er semestre 2007	Options levées au 1er semestre 2007	Options annulées ou prescrites au 1er semestre 2007	Nombre d'options restant à lever au 30/06/07
7e tranche	5,63	17 510		-9 470	-8 040	0
8e tranche	8,66	27 000				27 000
9e tranche	10,24	266 000		-203 500		62 500
10e tranche	43,55	100 000				100 000
11e tranche	33,18	367 000				367 000

13e tranche	29,79	93 400				93 400
14e tranche	32,43	5 000				5 000
15e tranche	29,79	220 000				220 000
16e tranche	24,82	496 067				496 067
17e tranche	24,82	5 679 827		-1 218 790	-10 633	4 450 404
18e tranche	24,82	11 000				11 000
19e tranche	24,82	1 517 004		-131 585	-4 253	1 381 166
20e tranche	24,76	779 761		-222 851	-7 072	549 838
21e tranche	29,27	100 000				100 000
22e tranche	29,27	10 097 850			-104 800	9 993 050
Total des tranches		19 777 419	0	-1 786 196	-134 798	17 856 425
Prix moyen d'exercice (€)		27,21		23,05	27,13	27,62
Cours moyen de levée (€)				34,04		

2. Plans d'options Digitas à l'origine. — Lors de l'acquisition de Digitas, ces plans ont été transformés en plans d'achat d'actions Publicis en appliquant le rapport existant entre le prix d'achat fixé dans l'offre publique pour l'action Digitas (converti en euros) et le cours de l'action Publicis à la date de réalisation de la fusion. Le prix de souscription a été ajusté en conséquence.

Caractéristiques des plans de stock-options Digitas en cours au 30 juin 2007 :

Actions Publicis de 0,40 euros nominal	Date d'attribution		Prix d'exercice des options (€)		Nombre d'options à lever au 30/06/07	Dont exerçables au 30/06/07	Date limite de levée		Durée de vie contractuelle résiduelle (en années)
	min	max	min	max			min	max	
Plans Digitas :									
1999	01/12/1999	10/03/2000	21,36	21,36	37 948	37 948	01/12/2009	10/03/2010	2,49
2000	03/04/2000	01/02/2001	13,73	58,58	83 136	83 136	03/04/2010	01/02/2011	3,21
2001	01/03/2001	24/01/2007	4,59	35,42	1 057 795	533 490	01/03/2011	24/01/2017	7,19
2005 UK	01/06/2005	01/12/2006	20,24	35,42	21 392	4 220	01/06/2015	01/12/2016	8,90
Plans modem media :									
1997	26/03/1997	29/09/2004	13,74	20,19	9 435	5 721	26/03/2007	29/09/2014	6,10
1999	12/04/2000	22/06/2004	2,62	54,05	17 618	17 618	12/04/2010	22/06/2014	6,05
2000	12/10/2000	25/05/2004	11,16	19,18	1 279	1 279	12/10/2010	25/05/2014	3,28
Plans B.S.H (1) :									
1998a	01/05/1999	01/06/1999	6,16	6,16	1 040 199	1 040 199	01/05/2009	01/06/2009	1,52
1998b	06/01/1999	06/01/1999	2,47	2,47	246 294	246 294	06/01/2009	06/01/2009	1,52
Total des tranches					2 515 096	1 969 905			
Prix moyen d'exercice (€)					14,17	10,64			

(1) Bronner Slosberg Humphrey.

Mouvements du premier semestre 2007 sur plans de stock-options Digitas :

Actions Publicis de 0,40 euros nominal	Prix d'exercice des options (€)		Nombre d'options restant à lever à la date d'acquisition	Options levées sur la période	Options annulées ou prescrites sur la période	Nombre d'options restant à lever au 30/06/07
	min	max				
Plans Digitas :						
1999	21,36	21,36	40 059	-1 890	-221	37 948
2000	13,73	58,58	103 243	-5 184	-14 923	83 136
2001	4,59	35,42	1 462 941	-322 358	-82 788	1 057 795
2005 UK	20,24	35,42	24 655		-3 263	21 392
Plans modem media :						
1997	13,74	20,19	22 446	-12 477	-534	9 435
1999	2,62	54,05	25 815	-7 553	-644	17 618
2000	11,16	19,18	5 690	-4 411		1 279
Plans B.S.H (1) :						
1998a	6,16	6,16	1 152 414	-112 215		1 040 199
1998b	2,47	2,47	362 493	-116 199		246 294
Total des tranches			3 199 756	-582 287	-102 373	2 515 096
Prix moyen d'exercice (€)			14,16	11,41	29,76	14,17

Cours moyen de levée (€)				32,76	
<i>(1) Bronner Slosberg Humphrey.</i>					

Par ailleurs un plan d'attribution de « Restricted Shares » Digitas, mis en oeuvre entre le 4 janvier 2005 et le 23 janvier 2007, est encore en cours de réalisation. Il a été converti en actions Publicis en utilisant les mêmes coefficients que pour les plans de stock options ordinaires (voir ci-dessus). Au jour de l'acquisition, le nombre de Restricted Shares Digitas en équivalent Publicis s'élevait à 396 654.

Pour les 316 739 Restricted Shares encore existantes au 30 juin 2007, la date de fin d'indisponibilité des actions s'étale entre le 1er août 2007 et le 23 janvier 2010. Une fois cette période terminée et sous réserve du respect des conditions de présence, les 316 739 Restricted Shares existantes au 30 juin 2007 seront assimilées à des actions Publicis ordinaires.

Impact des plans de souscription ou d'achat d'actions sur le résultat du semestre. — Au total l'impact sur le compte de résultat du premier semestre 2007 des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions Publicis et Digitas s'élève à 14 M€ hors impôt et charges sociales contre 7 M€ pour le premier semestre 2006 (cf. Note 3 - Charges de personnel).

Pour le « Long Term Incentive Plan » 2006-2008 (tranche 22), où la levée d'options est conditionnelle et dépend de la réalisation d'objectifs, une probabilité de 80% a été appliquée pour calculer le nombre d'actions qui pourrait être levé au titre de ces plans au 30 juin 2007 (contre 75% pour le calcul de la charge 2006).

19. Information relative aux parties liées. — Les opérations avec les parties liées n'ont pas eu d'évolution significative depuis le 31 décembre 2006.

20. Evénements postérieurs à la clôture. — Le 14 juin 2007, Publicis Groupe a annoncé son intention d'acquérir Business interactif, premier groupe français indépendant de communication digitale et interactive et coté sur l'Eurolist d'Euronext Paris. Un accord a été conclu avec les principaux managers contrôlant 49,32% du capital de ce groupe, au terme duquel l'acquisition de leur parts a été réalisée début juillet au prix de 10,10 € par action et rémunérée à hauteur de 50% en numéraire et à hauteur de 50% en actions nouvelles Publicis Groupe. Un projet d'offre publique mixte portant sur le solde du capital de Business Interactif a été déposé le 10 juillet 2007 aux mêmes conditions que celles du contrat de cession conclu avec les dirigeants fondateurs. Cette transaction représente un investissement total de 137 M€, soit 68 M€ en numéraire et 2 millions d'actions nouvelles Publicis Groupe. Cette opération devrait être finalisée dans le courant du troisième trimestre 2007 et aura un impact neutre sur le bénéfice par action de Publicis Groupe au titre de l'exercice 2007. Cette opération est décrite plus amplement dans la note d'information soumise à l'approbation du collège de l'Autorité des marchés financiers devant se réunir le 24 juillet 2007.

VI. — Rapport d'activité au 30 juin 2007.

Chiffres clés consolidés :

(En millions d'euros, à l'exception des % et des données par action en euros)	30 juin 2007	30 juin 2006 (3)	30 juin 2005 (4)
Données IFRS extraites du compte de résultat :			
Revenu	2 248	2 122	1 932
Marge opérationnelle avant amortissements	392	376	342
En % du revenu	17,4%	17,7%	17,7%
Marge opérationnelle	337	323	288
En % du revenu	15,0%	15,2%	14,9%
Résultat opérationnel	331	312	251
Bénéfice net (Part du Groupe)	198	197	130
Bénéfice net par action (1)	0,95	0,94	0,62
Bénéfice net par action (dilué) (2)	0,89	0,88	0,61
Données IFRS extraites du bilan :			
Total de l'actif	12 115	11 438	10 741
Capitaux propres, part du Groupe	2 213	1 910	1 786

(1) Le nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice net par action s'élève à 210 541 236 actions pour le premier semestre 2005, 210 447 414 actions pour le premier semestre 2006 et 208 854 265 actions pour le premier semestre 2007.

(2) Le nombre moyen d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice net par action (dilué) s'élève à 233 978 190 actions pour le premier semestre 2005, 241 491 601 actions pour le premier semestre 2006, et 241 572 582 actions pour le premier semestre 2007.

(3) Au 30 juin 2006, il s'agit des montants retraités suite au changement de méthode de comptabilisation des engagements de retraites détaillé dans la note 1.2 des états financiers consolidés au 30 juin 2007.

(4) Au 30 juin 2005, il s'agit des montants retraités suite à la finalisation de la transition aux IFRS, détaillée dans la note 1.a des états financiers consolidés au 30 juin 2006.

Les chiffres du premier semestre 2007 présentent un tableau fort contrasté : une croissance qui ne correspond en rien au potentiel de Publicis à côté d'excellentes performances de marges ou de cash-flow. Ainsi que le Groupe l'avait pressenti, le deuxième trimestre s'est déroulé dans un climat de défiance vis-à-vis de la poursuite de la croissance de l'économie aux Etats-Unis et de crainte d'une dévalorisation importante du dollar. La conséquence est une croissance modeste qui ne reflète pas les capacités du Groupe.

Le taux de marge opérationnelle est de 15% comparé à 15,2% au premier semestre 2006. Le résultat net, part du groupe, s'inscrit à 198 M€, légèrement supérieur au résultat net du premier semestre 2006. Hors Digitas et malgré une croissance très modeste, la marge s'améliore à 15,3% comparée aux 15,2% de l'année précédente.

Au 30 juin 2007 la dette nette s'élève à 965 M€ contre 532 millions au 30 juin 2006. Sur le premier semestre 2007, la dette nette est en hausse de 744 millions, l'acquisition de Digitas ayant entraîné une augmentation de la dette du Groupe de 779 M€. Hors Digitas, la dette nette à fin juin est pour la première fois inférieure à celle du 31 décembre. Le Free Cash Flow, hors variation du besoin en fonds de roulement est de 295 M€, soit une progression remarquable de 36% par rapport à la même période en 2006.

Compte de résultat.

Revenu. — Le revenu consolidé de Publicis Groupe au 30 juin 2007 s'est élevé à 2 248 M€ contre 2 122 millions sur la même période en 2006, soit une augmentation de 6%. Cette évolution positive est due à la bonne progression de Saatchi&Saatchi, de PGM, à la consolidation de Digitas et Modem Media depuis la fin janvier et malgré une évolution des cours de change défavorable sur le semestre (impact négatif de 83 M€). Le taux de change moyen du dollar US contre l'euro a baissé de 7,6% sur la période.

La croissance organique pour les six premiers mois est de 1,6%, après une croissance de 3% au premier trimestre. Comme indiqué, cette faible croissance traduit à la fois une base de comparaison défavorable due à des budgets perdus ou arrêtés fin 2005 et en 2006, mais qui contribuaient encore aux revenus du premier semestre 2006, et le fait que les revenus issus des gains de contrats ces derniers mois n'aient pas encore créé de revenus sur 2007.

Ces constats trouvent leur origine dans des contextes conjoncturels et rien n'est imputable à un quelconque problème structurel : Leo Burnett a récemment remporté un contrat majeur auprès de Général Motors Corporation apportant la preuve d'un début d'amélioration importante et les difficultés de Publicis Healthcare Communication Group sont circonscrites à un seul segment, celui des lancements de médicaments et des visiteurs médicaux alors que les autres activités du secteur de la santé donnent pleine satisfaction.

Marge opérationnelle et résultat opérationnel. — La marge opérationnelle avant amortissements, de 392 M€ au premier semestre, progresse de 4% par rapport à un montant de 376 millions réalisé au premier semestre 2006.

On note que les charges de personnel, en augmentation de 8%, ont progressé plus rapidement que le revenu, s'élevant à 1 402 M€ sur les six premiers mois de l'année contre 1 304 millions pour la même période en 2006. Ceci s'explique principalement par l'accroissement des effectifs lié au traitement de nouveaux budgets remportés ainsi qu'à des embauches rendues nécessaires au développement d'activités liées au numérique. Les autres coûts opérationnels progressent de 3%, le poids relatif des frais de fonctionnement et des frais commerciaux diminuant sensiblement (20,2% pour 2007 à comparer à 20,8% pour la même période en 2006).

La dotation aux amortissements pour le semestre est de 55 M€ contre 53 millions en 2006.

La marge opérationnelle atteint 337 M€, soit une progression de 4% comparé à une marge opérationnelle de 323 millions pour les six premiers mois de 2006.

Le taux de marge opérationnelle pour le premier semestre est de 15% contre 15,2% au premier semestre 2006. Ce léger retrait est dû à la dilution mécanique induite pour l'essentiel par la consolidation de Digitas. Hors Digitas ce taux est de 15,3% à comparer à 15,2% pour le premier semestre 2006. Après amortissements des incorporels liés aux acquisitions en augmentation (15 M€ au premier semestre 2007 contre 12 l'année précédente) en raison de la consolidation de Digitas, et des produits non courants nets de 9 M€ (provenant de cessions d'immobilisations et de participations) contre 1 million en 2006, le résultat opérationnel s'est élevé à 331 M€ au premier semestre 2007 contre 312 millions l'année précédente.

Autres postes du compte de résultat. — Le résultat financier, composé du coût de l'endettement financier net et d'autres charges et produits financiers, s'est élevé à (38) M€ au premier semestre 2007 contre (29) millions en 2006. Cette hausse est essentiellement due au coût de financement de l'opération Digitas (1,3 milliard de dollars payés fin janvier 2007).

La charge d'impôt de la période est de 88 millions en 2007, compte tenu d'un taux effectif d'impôt prévisionnel de 30%, conforme à l'objectif que le Groupe s'était fixé pour 2007. La charge d'impôt est d'un niveau équivalent à celle de l'année précédente, mais pour un taux effectif de 31,1% en 2006. Le Groupe poursuit activement son programme de réorganisation et d'optimisation fiscale.

La quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence ressort à 6 M€, en baisse par rapport à l'année précédente (17 M€), mais ce chiffre incluait la quote-part dans les résultats d'iSe (marketing interactif) à hauteur de 13 millions (contre 1 million au premier semestre 2007).

Les intérêts minoritaires se sont élevés à 13 millions au premier semestre 2007 (contre 15 l'année précédente).

Au total, le résultat net part du Groupe s'est élevé à 198 M€ contre 197 M€ au premier semestre 2006.

Répartition des revenus par zone géographique. — La croissance des revenus du Groupe au cours du premier semestre 2007 (6%) recouvre des réalités très contrastées par zone géographique. Les revenus et la croissance organique (1,6%) sur la période se répartissent de la manière suivante :

(En millions d'euros)	1er semestre		Croissance 1er semestre	
	2007	2006	Globale	Organique
Europe	846	820	3,2%	0,2%
Amérique du Nord	1 008	922	9,3%	1,2%
Asie Pacifique	235	224	4,9%	5,1%
Amérique Latine	104	104		5,4%
Reste du monde	55	52	5,8%	10,4%
Total	2 248	2 122	6%	1,6%

Globalement les gains de budgets publicitaires 2006 ont surtout bénéficié à l'Afrique et au Moyen-Orient, à l'Asie Pacifique, à l'Amérique du Nord, un peu à l'Amérique Latine alors que l'Europe est encore très faible. Les activités santé croissent fortement en Asie Pacifique mais restent très faibles ailleurs. Les activités média affichent de fortes croissances sur toutes les zones à l'exception du Moyen-Orient.

Europe. — L'Europe est restée dans l'ensemble stagnante avec cependant des situations très fortement contrastées. Si l'Europe de l'Ouest n'a pas renoué avec la croissance au cours des six premiers mois de l'année, et ceci pour presque toutes les activités à l'exception des activités média, l'Europe Centrale et de l'Est affichent une croissance élevée. L'Europe du Sud, malgré un ralentissement au deuxième trimestre termine la période en croissance.

La France, le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont terminé le semestre avec la même absence de croissance qu'au premier trimestre. La Suisse poursuit une croissance remarquable.

Amérique du Nord. — Pour l'Amérique du Nord, la croissance totale se poursuit dans la ligne du premier trimestre, affichant une faiblesse apparente. Les contre-performances de l'événementiel et du « selling solutions » des activités santé masquent l'excellente performance des réseaux, notamment de Saatchi&Saatchi, de la communication spécialisée et des médias sur la période. Leo Burnett et Publicis Worldwide bénéficieront de gains de budgets au second semestre.

Asie Pacifique. — Après une croissance globale un peu décevante au premier trimestre, la plupart des pays de la région, à l'exception de la Corée et de l'Australie, retrouvent des taux de croissance correspondant au développement accéléré des économies émergentes. Le Japon bénéficie d'une forte performance des réseaux, plus particulièrement de Saatchi&Saatchi ainsi que des activités liées à la santé. La Chine renoue fortement avec la croissance, conformément à la stratégie et aux choix annoncés.

Reste du monde. — Le premier semestre s'achève avec une croissance faible en Amérique Latine essentiellement due à un problème ponctuel au Brésil et malgré une excellente performance de Leo Burnett. L'Afrique et le Moyen-Orient terminent le semestre en forte croissance.

Pour le seul deuxième trimestre, les revenus et les taux de croissance sont les suivants :

(En millions d'euros)	2 e trimestre		Croissance 2 e trimestre	
	2007	2006	Globale	Organique
Europe	457	446	2,5%	- 1,1%
Amérique du Nord	516	477	8,2%	- 0,6%
Asie Pacifique	127	116	9,5%	8,9%
Amérique Latine	57	57		1,9%
Reste du monde	32	32		5,9%
Total	1 189	1 128	5,4%	0,5%

Bilan et trésorerie. — Les capitaux propres consolidés part du Groupe sont passés de 2 080 M€ au 31 décembre 2006 à 2 213 M€ au 30 juin 2007. L'augmentation des capitaux propres est due à deux éléments principaux : le résultat net de la période (198 M€) d'une part et l'inscription en capitaux propres du coût des stocks options Digitas (64 M€) pour la période antérieure à l'acquisition (en contrepartie du Goodwill) d'autre part. Les intérêts minoritaires s'élèvent à 29 M€, contre 27 millions au 31 décembre 2006.

L'endettement financier net est passé de 221 M€ au 31 décembre 2006 à 965 M€ au 30 juin 2007 : cette forte augmentation de l'endettement net s'explique en grande partie par l'utilisation de la trésorerie disponible pour financer l'acquisition de Digitas (1,3 milliard de dollars) et dans une moindre mesure, par la baisse des ressources de trésorerie liée au besoin en fonds de roulement comme cela est toujours le cas au premier semestre. Toutefois, la variation des besoins en fonds de roulement au cours du premier semestre 2007 s'est améliorée par rapport à la période comparable de l'année précédente grâce notamment à des efforts de gestion pour raccourcir les délais de recouvrement.

L'endettement financier net au 30 juin 2007 et au 31 décembre 2006 se décompose comme suit :

(En millions d'euros)	30 juin 2007	31 décembre 2006
Dettes financières (long et court terme)	2 107	2 114
Juste valeur du dérivé sur couverture d'investissement net (1)	24	25
Juste valeur des dérivés sur prêts / emprunts intragroupe (1)	0	2
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-1 166	-1 920
Endettement financier net	965	221

(1)Présentés en « Autres créances et actifs courants » et « Autres dettes et passifs courants » au bilan consolidé.

Le ratio « Dette nette / fonds propres » est ainsi passé de 0,10 au 31 décembre 2006 à 0,43 au 30 juin 2007. La dette nette moyenne du Groupe au premier semestre 2007 était de 1 166 M€ contre 677 M€ au premier semestre 2006. Si l'on exclut l'effet de l'acquisition de Digitas, la dette nette moyenne du premier semestre 2007 ressort à 453 M€, soit une amélioration de 224 M€ par rapport à l'année précédente.

Les flux nets de trésorerie créés par l'activité se sont élevés à 132 M€ au premier semestre 2007 contre 4 millions en 2006. Le besoin en fonds de roulement a connu une dégradation habituelle à cette période à hauteur de 183 M€, qui est à comparer à une dégradation de 252 M€ en 2006. L'impôt payé a été de 84 M€ au premier semestre contre 119 M€ au premier semestre de l'année précédente principalement du fait de la baisse de l'impôt payé aux US et des effets de change. Les intérêts payés se sont élevés à 39 M€ au 30 juin 2007, d'un niveau légèrement inférieur à celui de l'année précédente, une diminution identique étant également constatée sur les intérêts encaissés (28 millions en 2007 contre 30 millions en 2006).

Les flux nets liés aux opérations d'investissement comprennent les acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles, les acquisitions nettes d'immobilisations financières et les acquisitions et cessions de filiales. Le montant net des flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement correspond à une utilisation de trésorerie de 842 M€ au premier semestre 2007 contre une utilisation de 71 millions l'année précédente.

Les investissements en immobilisations (nets) ont été limités à 26 M€ contre 35 M€ en 2006. Les acquisitions de filiales, nettes de cessions, ont représenté un investissement de 822 M€ dont la plus grande partie - 779 M€ - correspond à la trésorerie nette décaissée pour l'acquisition de Digitas. Quelques autres acquisitions ainsi que des paiements d'earn-out et buy-out ont également été réalisés pour des montants de 63 M€ au total.

Les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement comprennent les dividendes versés aux minoritaires des sociétés consolidées, la variation des emprunts et les opérations sur les actions propres et bons de souscription d'action émis par la société. Les opérations de financement se sont traduites par un besoin de 54 M€ au premier semestre 2007 contre 268 M€ au premier semestre 2006. L'important besoin de 2006 avait été créé par le rachat des Bons de Souscription d'Actions pour 200 M€ et par des remboursements d'emprunts (essentiellement Oceane 2018, suite à l'exercice partiel du put par certains porteurs en janvier) pour 50 M€. Au premier semestre 2007, Publicis a consacré 60 M€ aux achats d'actions propres effectués dans le cadre de son programme de rachat d'actions (hors contrat de liquidité). Le montant des acquisitions nettes des cessions réalisées suite aux levées d'options et y compris les opérations d'achat/vente du contrat de liquidité s'est élevé au premier semestre 2007 à 29 M€. Les actions auto-détenues au 30 juin 2007 (14 805 674 actions) représentent 7,44% du capital.

Au total, la position de trésorerie du Groupe nette des soldes créditeurs de banques a diminué de 765 M€ - montant qui correspond à peu près au montant net décaissé pour l'acquisition de Digitas - contre une diminution de 368 M€ l'année précédente.

Free cash flow. — Le free cash flow du Groupe (hors variation du besoin en fonds de roulement) a augmenté de 36% passant de 217 M€ (au premier semestre 2006) à 295 M€ (au premier semestre 2007). Le free cash flow est un indicateur utilisé par le Groupe pour mesurer les liquidités provenant de l'activité après prise en compte des investissements en immobilisations, mais avant les opérations d'acquisition ou de cession des

participations, et avant les opérations de financement (y compris le financement du besoin en fonds de roulement). Le tableau suivant présente le calcul du free cash flow du Groupe (hors variation du besoin en fonds de roulement) pour le premier semestre 2007 et 2006 :

(En millions d'euros)	30 juin 2007	30 juin 2006 (1)
Flux de trésorerie générés par l'activité	132	4
Investissements en immobilisations (nets)	-20	-39
Free cash flow	112	-35
Neutralisation de la variation du BFR	183	252
Free cash flow avant variation du BFR	295	217

(1) Le Free cash flow (hors variation du besoin en fonds de roulement) publié pour le premier semestre 2006 était de 208 M€. Du fait du reclassement des frais de restructuration payés dans la variation du besoin en fonds de roulement, il a été porté à 217 M€.

Principales transactions entre parties liées. — La Société n'a pas eu connaissance de nouvelles conventions visées à l'article L. 225-86 du Code de commerce qui auraient été conclues depuis la clôture de l'exercice 2006.

La société n'a pas non plus eu connaissance de nouvelles conventions conclues avec des apparentés depuis la clôture de l'exercice précédent, à l'exception du contrat signé le 28 juin 2007 avec la société Deutsche Bank, contrat par lequel est confié à cette dernière le rachat pour son compte de ses actions, dans le cadre de l'autorisation donnée par l'assemblée générale du 4 juin 2007 dans sa dixième résolution, programme dont il est fait état au 21.1.3 de la présente actualisation.

Information sur les tendances. — La croissance du premier semestre ne reflète en rien les capacités du Groupe et n'indique aucune difficulté autre que conjoncturelle. Le new business, indicateur précieux du dynamisme de toute entreprise du secteur, est très sain avec un volume estimé à 3,5 milliards de dollars US pour les six premiers mois de l'année. Publicis Groupe est classé premier du secteur pour l'ensemble du semestre.

Dans ce contexte, le Groupe prévoit un deuxième semestre bien meilleur que le premier et devant conduire en l'état de la connaissance des chiffres à une croissance entre 4% et 5%.

De nombreux facteurs portent à un optimisme raisonné :

— le new-business mais surtout le dynamisme des équipes du Groupe et l'adéquation de l'offre de Publicis aux besoins des annonceurs et aux nouveaux comportements des consommateurs ;

— le fait que, bien avant ses concurrents, Publicis Groupe ait perçu la formidable accélération et le changement d'échelle du secteur numérique, ce qui a conduit le Groupe à procéder très tôt à l'acquisition de Digitas ;

— les efforts et initiatives de Publicis dans le domaine du numérique depuis de nombreuses années, qui permettent d'en maîtriser l'usage et la technologie et de développer des propositions nouvelles, attractives et innovantes comme Blogbang ou Honeyshed ou, tout simplement, la convergence analogique et numérique dans toutes les agences du Groupe ; et

— une situation financière solide et un cash flow en augmentation, qui permettent d'envisager des développements nouveaux.

Tout ceci fait probablement de Publicis le groupe le mieux armé pour faire face aux défis de l'évolution irrésistible du marché et pour en tirer le meilleur parti.

Par ailleurs, l'année 2007 sera marquée par la poursuite du programme de réduction des coûts « Horizon » et surtout par l'intégration de Digitas (toutefois la prise en charge de coûts exceptionnels liés à l'acquisition figurera dans le compte de résultat 2007 selon les normes IFRS). Les synergies prévues à l'occasion de l'intégration de Digitas (estimées à 12 M€) et les diverses acquisitions effectuées sur la période auront leur plein effet sur l'année 2008. L'ensemble de ces actions, couplé à un environnement économique stable, permet au Groupe de confirmer son objectif de 16,7% de taux de marge opérationnelle en 2008.

VII. — Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2007.

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du Code de commerce, nous avons procédé à :

— l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Publicis Groupe SA, relatifs à la période du 1er janvier 2007 au 30 juin 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— la vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en oeuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Neuilly-Sur-Seine et Courbevoie, le 25 juillet 2007.

Les commissaires aux comptes :

Mazars & Guérard :

Philippe Castagnac ;

Isabelle Massa ;

Ernst & Young et Autres :

Jean Bouquot ;

Valérie Desclève.